

Uribe continue d'entraver le processus de paix en Colombie



Par Guillermo Alvarado

L'ex président colombien, Álvaro Uribe, fondateur et dirigeant du parti politique Centro Democrático, reste l'un des principaux adversaires du processus de paix qui mettrait fin à un conflit armé interne de plus d'un demi siècle dans ce pays sud-américain, qui a fait plus de 250 000 morts, des dizaines de milliers de disparus et des millions de déplacés.

L'ancien chef de l'État a été l'un des promoteurs de la campagne pour le NON lors du plébiscite du 2 octobre qui devait donner le feu vert ou non à la mise en application des accords passés entre le gouvernement du président Juan Manuel Santos et des Forces Armées Révolutionnaires de Colombie-Armée du Peuple, FARC-AP.

Uribe a publié dimanche un message sur les réseaux sociaux dans lequel il réitère son opposition à ces accords. Il réclame des modifications substantielles dans leur contenu, à savoir, que les leaders de la guérilla soient punis avec des peines de prison et qu'ils aient interdiction d'accéder à des postes publics par élection populaire.

Selon ce politique conservateur, considéré comme l'un des principaux promoteurs du paramilitarisme en Colombie, l'accord de paix octroie une impunité aux guérilleros, argument totalement faux, étant donné

que le point 5 du document signé par le gouvernement et les FARC-AP prévoit la création d'un système intégral de vérité et de justice, de réparation aux victimes du conflit, ainsi que la garantie que de tels faits ne vont plus se répéter.

Dans ses arguments, l'ex président ne fait aucune mention des abus commis par l'armée et d'autres corps de sécurité, responsables des violations des droits humains.

Ce qui en réalité semble nuire à l'ancien chef d'état est le surgissement d'une force légale, à caractère progressiste, qui viendrait compléter le scénario politique dans un pays qui durant long temps a été sous contrôle alternativement des conservateurs et des libéraux, les maîtres quasi absolus du pouvoir et représentants du grand capital.

Uribe et ses alliés craignent une ouverture démocratique réelle, telle que prévue dans le point 2 des accords de paix.

L'attitude réactionnaire de ce personnage a éveillé les critiques même du quotidien étasunien The New York Times, qui a publié un éditorial intitulé « L'homme qui torpille la paix en Colombie ». Le journal new-yorkais accuse Uribe d'être le plus grand obstacle pour la fin de la guerre et signale qu'au cas d'une éventuelle reprise des hostilités, il en serait le principal responsable.

Ce journal étasunien souligne que les propositions d'Uribe et du Centro Democrático pour modifier les accords de paix sont « irréels » et n'ont aucune alternative viable, ils cherchent à empêcher que les désirs de la population d'aboutir à la concorde, deviennent une réalité.

Indépendamment de la victoire du NON au plébiscite, qui a été le résultat de plusieurs facteurs dont les faussetés diffusées par l'ex président et son parti, il est évident que les Colombiens, tout comme la communauté internationale, parient pour la recherche de la paix avec justice, de telle sorte que ce pays puisse reprendre le chemin du développement, de l'inclusion sociale, de l'équité. Cet objectif peut être atteint, malgré les obstacles que des gens intéressés à la poursuite de la guerre, prétendent dresser sur cette voie.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/109160-uribe-continue-dentraver-le-processus-de-paix-en-colombie>



Radio Habana Cuba